



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Irlande

Une publication du SE de Dublin
2^e trimestre 2026

Sommaire

A la une	2
Croissance et activité économique	4
Finances publiques	4
Commerce international et investissements.....	5
Inflation et marché du travail	6
Finance et banques.....	6
Défense et sécurité.....	8
Logement et infrastructures	9
Energie	10
Transports	12
Actualités du Service Economique	13

270

Comme le nombre de réunions
organisées pendant les 6 mois
de Présidence irlandaise du
Conseil de l'Union Européenne
au 2nd semestre 2026

EDITO DU CSE. L'Irlande a pris, au 1^{er} juillet, la Présidence du Conseil de l'Union Européenne pour les 6 prochains mois. Jusqu'à la fin de l'année, les autorités irlandaises auront donc la main sur l'ordre du jour des réunions réunissant les Etats Membres, à la fois au niveau politique et technique, et représenteront les Etats Membres dans les instances internationales. L'administration irlandaise organisera ainsi pas moins de 270 réunions, à Bruxelles, à Luxembourg, mais aussi à Dublin – notamment une réunion informelle de chaque Conseil de l'Union Européenne, mais aussi un Conseil Européen informel ainsi qu'un Sommet de la Communauté Politique Européenne. Le gouvernement irlandais a présenté les trois piliers de sa Présidence : i) les valeurs, notamment via la défense de la démocratie et de l'état de droit, couvrant également un large soutien à l'élargissement de l'UE ; ii) la sécurité, avec une volonté d'appuyer la stratégie de défense européenne, mais aussi de travailler sur la sécurité économique, énergétique et en ligne des plus jeunes, avec un débat notamment sur la majorité numérique ; iii) la compétitivité, probablement le volet le plus riche, le prochain semestre étant marqué par de nombreuses et importantes négociations européennes. En effet, l'Irlande a pour ambition de suivre la feuille de route « Une Europe, un marché » publiée au printemps par la Commission Européenne : le pays cherchera à trouver un compromis au sein des Etats Membres sur des textes comme l'*Industrial Accelerator Act* – qui comprend notamment un volet concernant la « préférence européenne » - ou le paquet sur l'intégration et la supervision des services financiers ; la Présidence irlandaise représentera également les Etats Membres lors des trilogues sur l'euro numérique ou la révision du cadre de la titrisation, et ouvrira les débats sur la compétitivité bancaire ou la simplification fiscale. Enfin, la Présidence irlandaise a pour objectif de conclure d'ici la fin de l'année les négociations sur le Cadre Financier Pluriannuel 2028-2034, et notamment sur les nouvelles ressources propres de la Commission Européenne.

TABLEAU DE BORD

Croissance du PIB

(T1 2026 g.a.) :

-17,1%

Croissance de la *Modified Final Domestic Demand* (T1 2026 en

g.a.) :

+4,3%

Inflation (HICP)

(Juin 2026 g.a.) :

+3,3%

Taux de chômage

(Mai 2026) :

4,9%

Indice annuel des prix d'accès à la propriété (Avril 2026 g.a.) :

+5,4% (Dublin)

+6,9% (hors Dublin)

Volume des ventes de détail (Mai 2026 g.a.):

+0,8%

Croissance et activité économique

La croissance du PIB irlandais chute drastiquement au T1 2026, mais l'activité domestique demeure dynamique.

D'après, la Banque centrale irlandaise (CBI), la croissance du PIB irlandais au T1 2026 a diminué en glissement annuel (-17,1%) et en glissement trimestriel (-12,1%), baisse largement tirée par la chute des exportations (-19,7% en ga), qui s'explique elle-même par la réduction des échanges d'hormones polypeptidiques d'une part (-99,3% au T1 2026, en ga, d'après les données Eurostat), utilisées dans la fabrication des médicaments contre le diabète et l'obésité, et d'autre part par la baisse de la production sous contrat (pas de passage physique par l'Irlande), d'après les données de la CBI. L'activité économique domestique, mesurée par la Modified Domestic Demand (MDD), a progressé de +4,3% au T1 2026 en ga. Ce rythme de croissance soutenu s'explique par la vigueur persistante des investissements liés à l'intelligence artificielle et aux centres de données. Les investissements domestiques réalisés dans le bâtiment et la construction ont quant à eux augmenté de +4,9%, tandis que ceux en machines et équipements, dominés par les multinationales, ont progressé de +16,6% au T1 2026 (ga).

Le Fonds Monétaire International (FMI) a publié son rapport d'examen au titre de l'Article IV sur l'Irlande.

Il y conclut que l'économie irlandaise a fait preuve de résilience face aux tensions commerciales et géopolitiques, mais que la dépendance du pays à l'égard des investissements et des recettes fiscales provenant des entreprises multinationales le rend vulnérable dans un monde de plus en plus fragmenté, tandis que le vieillissement de la population, la sécurité énergétique et les transformations technologiques constituent des défis supplémentaires. Le FMI prévoit ainsi un taux de croissance du PIB irlandais de -0,8% en 2026 et +3,7% en 2027. Pour le GNI*, ce taux serait de +2,0% en 2026 et +2,7% en 2027. La MDD, devrait, elle, augmenter de +2,5% en 2026 et 2027. La CBI, quant à elle, prévoit un taux de croissance du PIB en 2026 à -2,7%, chiffre qui passerait à +6,5% en 2027. Le taux de croissance de GNI* s'établirait à +2,4% en 2026 et +3,0% en 2027 et celui de la MDD à +3,3% en 2026 et +2,9% en 2027.

Finances publiques

L'IFAC (Irish Fiscal Advisory Council) alerte sur le niveau d'endettement du gouvernement irlandais.

Dans son *Fiscal Assessment Report* de juin 2026, le conseil estime que les dépenses nettes du gouvernement irlandais¹ augmenteront de +6,2% cette année, dans la limite de +6,6% telle que fixée dans le plan à moyen terme révisé (PMTR) du pays. Le conseil note également qu'entre 2025 et 2030, ces dépenses nettes devraient augmenter en moyenne de +7,1% par an. Cette croissance prévue par le PMTR est de loin la plus élevée des pays membres de la zone euro, dépassant, toujours d'après l'IFAC, le taux

¹ Dépenses hors mesures discrétionnaires en matière de recettes, charges d'intérêts, dépenses liées au chômage conjoncturel, dépenses nationales de cofinancement de programmes financés par l'UE et dépenses consacrées aux programmes de l'UE entièrement compensées par des recettes provenant des fonds européens.

de croissance durable de l'économie irlandaise. Une telle hausse inquiète le conseil, qui rappelle que le pays ne peut se reposer sur des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, dont la part dans les recettes totales ne cesse d'augmenter, et qui se trouvent être très dépendantes d'une poignée de compagnies internationales. Cette dépendance aux firmes multinationales s'accroît d'autant plus qu'elles représentent une part non négligeable dans la TVA via les produits qu'elles vendent sur le territoire irlandais, et l'impôt sur les revenus, via les salaires qu'elles versent à leurs employés, parmi les plus élevés de tout le pays.

Le gouvernement irlandais est accusé de mauvaise gestion budgétaire.

L'IFAC explique en effet que, si l'on exclut les nouvelles mesures liées au coût de la vie mises en place au cours de l'année, les dépenses courantes totales ont dépassé les montants budgétisés de 2 Mds EUR (2,6 %) en 2023, de 3,2 Mds EUR (3,8 %) en 2024 et de 2,4 Mds EUR (2,6 %) en 2025. Parmi ces dépassements, la santé en a représenté plus de 40 % du total sur l'ensemble de ces dernières années : elle a représenté 50 % du dépassement en 2023 et 55 % en 2024, avant de retomber à 14 % en 2025. Le dépassement de 2024 a été particulièrement frappant. Les dépenses liées aux hôpitaux sont identifiées comme la cause principale de ces dépassements récurrents. Pour 2026, si, contrairement aux dernières années, le budget est supérieur au niveau réel des dépenses de 2025, la hausse n'est que marginale (6 M EUR) et insuffisante d'après l'IFAC, compte tenu de la pression sur les prix, la hausse salariale, l'évolution démographique et la demande de services.

Commerce et investissement

L'Irlande s'intègre de plus en plus dans les chaînes de valeur ajoutée liées à l'intelligence artificielle (IA).

Le Department of Finance (DFIN) a observé une hausse significative des importations irlandaises depuis Taïwan de « matériel lié à l'IA ». En redécoupant avec les données taïwanaises, le DFIN montre que l'Irlande a ainsi dépassé, début 2026, les Pays-Bas en tant que premier acheteur européen de produits classés dans cette catégorie. Les exportations taïwanaises de ces produits vers l'Irlande ont atteint près de 2,6 Mds EUR au cours des quatre premiers mois de 2026. Ce chiffre est nettement supérieur au total enregistré par l'Irlande en 2025 (1,9 Md EUR) et signifie que le pays dépense davantage en « matériel d'IA » taïwanais que les cinq plus grandes économies européennes – l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni – réunies. Dans le même temps, l'Irlande a réexporté des volumes très importants vers le Royaume-Uni, les États-Unis, la Norvège, le Canada et la Hongrie, ce qui renforce le rôle d'intermédiaire clé de l'Irlande dans la chaîne d'approvisionnement des technologies liées à l'IA, particulièrement en Europe.

Le CSO publie son rapport sur les IDE (Investissement Direct à l'Étranger) en Irlande pour l'année 2024.

La vaste majorité des IDE entrant en Irlande sont d'origine états-unienne, pour un stock total de 780,9 Mds EUR, soit 71,7% du stock total d'IDE, en tant qu'investisseur ultime, enregistrés en Irlande (1 089 Mds EUR en 2024, en baisse de -8% en ga). Viennent ensuite les Pays-Bas (64,6 Mds EUR), premier investisseur membre de l'UE en Irlande, place occupée par la France en 2023, le CSO n'ayant pas enregistré les chiffres des Pays-Bas cette année-là pour des raisons de confidentialité. Le Japon est le

troisième pays d'origine des IDE vers l'Irlande, avec un stock de 39,2 Mds EUR, suivi par le Royaume-Uni (30,7 Mds EUR), la Chine (24,5 Mds EUR) et la France (23,7 Mds EUR).

Inflation et marché du travail

Portée par la hausse des prix de l'énergie, l'inflation est restée élevée au second trimestre.

L'IPCH global a augmenté, en ga, pour atteindre 3,6% en mars et avril, 3,5% en mai et 3,3% en juin, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable à 2,8%, d'après les données de la CBI. Les prix de l'énergie ont fortement augmenté ces derniers mois, enregistrant en avril et en mai des hausses respectives de +15,3% et +11,9% (ga), ce qui a contribué à hauteur de plus d'un point de pourcentage à l'inflation globale. D'après les dernières estimations de la Banque centrale irlandaise, l'IPCH devrait s'établir à 3,5% en 2026, avec des prévisions de 2,9% et 2,0% respectivement pour 2027 et 2028. Ces révisions à la hausse s'expliquent principalement par la forte hausse des prix de l'énergie observée ces derniers mois (due presque exclusivement aux carburants liquides) et par la perspective qu'ils restent élevés pendant un certain temps.

Le chômage augmente légèrement mais demeure – pour l'instant – sous les 5%

Le taux de chômage a atteint 4,9% en mai 2026, contre 4,6 % un an plus tôt. D'après les dernières estimations de la CBI, le taux de chômage annuel moyen devrait s'élever à 5,1% en 2026, puis augmenter progressivement pour atteindre 5,2% en 2028. Au T1 2026, l'évolution du taux d'emploi en ga est restée stable, mais a reculé de 0,6% par rapport au T2 2025. Hors période de pandémie, ce taux de croissance en ga est le plus faible observé depuis 2012. Au niveau sectoriel, des pertes d'emplois ont été observées dans 8 des 14 secteurs, les plus importantes ayant été enregistrées dans les secteurs de l'administration (-10,7%) et des TIC (-10,6%). Le secteur des TIC irlandais a enregistré les pertes d'emplois les plus importantes de l'ensemble de l'économie au cours des trois premiers mois de l'année, avec quelques 20 300 emplois dans le secteur des TIC qui ont disparu en début d'année, le nombre de salariés passant de 189 720 à un peu plus de 169 000 d'après les chiffres du Central Statistics Office (CSO).

Finance et banques

Le secteur bancaire irlandais intéresse de plus en plus les banques en ligne.

La CBI a récemment accordé une licence bancaire à la néo-banque anglaise Monzo, qui comptait déjà, peu de temps avant son lancement officiel, des dizaines de milliers de clients enregistrés sur liste d'attente. Un autre acteur Anglo-sud-africain, Investec, a également officiellement candidaté pour l'octroi de cette même licence. Enfin, la banque Goldman Sachs, à travers sa solution en ligne Marcus, s'est dite intéressée par le marché irlandais, pour les opportunités domestiques d'une part, et une implantation européenne d'autre part. Dans une note d'analyse de juin 2026, le gestionnaire d'actifs irlandais Goodbody estime également que la création d'un Savings and Investment Account, dont la mise en place devrait intervenir d'ici la fin de l'année d'après le gouvernement, devrait ouvrir la porte à la concurrence, dans un secteur largement dominé par les banques traditionnelles (AIB et Bol notamment).

Le système financier irlandais reste résilient, mais est de plus en plus exposé à des risques externes.

La Banque Centrale Irlandaise (CBI) a publié sa *Financial Stability Review* pour le 1^{er} semestre 2026, dans laquelle elle estime que le risque de voir plusieurs menaces se concrétiser simultanément s'est accru. Elle met notamment en garde contre une nouvelle escalade du conflit au Moyen-Orient, ou une perturbation prolongée des chaînes d'approvisionnement, qui pourraient déclencher de multiples vulnérabilités préexistantes dans l'ensemble du système financier, par exemple des valorisations élevées dans le secteur de l'IA associées à des investissements financés par l'endettement, des expositions au marché croissant du crédit privé, ainsi que des déséquilibres persistants de liquidité et un niveau d'endettement élevé chez certains intermédiaires financiers non bancaires mondiaux. Ces vulnérabilités financières s'inscrivent également dans un contexte de réduction de la marge de manœuvre budgétaire dans de nombreux pays, ce qui limite leur capacité à faire face au choc énergétique ou à se préparer à des changements structurels plus lents, tels que la transition climatique.

Numérique et innovation

Les centres de données, piliers de l'économie irlandaise, génèrent plus de 100 Mds EUR de valeur ajoutée et 875 000 emplois.

Selon un rapport indépendant de KPMG, commandé par le ministère de l'Entreprise, du Tourisme et de l'Emploi, les centres de données constituent un pilier de l'activité économique nationale. Ils soutiennent des secteurs très dépendants du numérique et contribueraient à plus de 100 Mds EUR de valeur ajoutée brute (VAB) annuelle et à environ 875 000 emplois, ainsi qu'à des recettes fiscales substantielles liées à l'emploi. En 2024, leur construction et leur exploitation auraient généré 2,2 Mds EUR de VAB et environ 19 500 emplois. Le rapport estime qu'un développement limité des centres de données d'ici 2030 pourrait entraîner une perte d'environ 11 Mds EUR de VAB annuelle, 94 000 emplois non créés, et 1,6 Mds EUR de recettes fiscales annuelles en moins. Au-delà de ces effets directs, ces infrastructures renforcent l'attractivité de l'Irlande pour les investissements étrangers, notamment dans les secteurs technologiques, financiers et des services numériques. Le rapport souligne également leur effet d'entraînement sur l'industrie de la construction high-tech irlandaise et ses exportations.

Enterprise Ireland lance un appel d'offres de 21 M EUR pour créer un programme destiné à faire émerger des « méga-entreprises » irlandaises.

L'agence gouvernementale irlandaise chargée du développement économique a publié un préavis de marché pour un contrat de six ans afin de concevoir un programme d'accompagnement des entreprises irlandaises. Le programme, appelé *Atlas*, a pour objectif d'aider les entreprises à fort potentiel de croissance à atteindre une taille mondiale, et notamment dépasser le milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel. L'agence d'accompagnement des entreprises Enterprise Ireland a également publié un appel d'offres de 30 M EUR pour créer un nouveau programme d'accélération de start-ups, qui remplace le NDRC (*National Digital Research Centre*), lequel fermera cette année.

L'Irlande désigne *Hotline.ie* comme « signaleur de confiance » au titre du DSA.

La Commission des Médias irlandais (*Coimisiún na Meán*) a désigné le Centre national de signalement de contenus illégaux en ligne irlandais (*Hotline.ie*) comme « signaleur de confiance » au titre du Règlement sur les services numériques (DSA). Les plateformes en ligne doivent désormais traiter en priorité et sans délai les signalements émis par cette entité. Ce statut, qui renforce le cadre réglementaire irlandais, a été également accordé à l'Organisation irlandaise des droits d'exécution musicale (*IMRO*), au Conseil représentatif juif d'Irlande (*JRCI*), qui rejoignent la Banque centrale d'Irlande déjà désignée en avril dernier.

L'Irlande lance *AIReady.ie*, une plateforme nationale de formation à l'IA.

La plateforme, développée en collaboration par SOLAS, le Conseil national des compétences et le ministère de l'Enseignement supérieur, vise à former un million de personnes aux compétences de base en IA. Elle propose des modules en ligne gratuits, de moins de 30 minutes, accessibles sur mobile, tablette et ordinateur. La première série de cours est spécialement conçue pour les personnes âgées, les petites entreprises (incluant les travailleurs indépendants et les agriculteurs), ainsi que les personnes en reconversion professionnelle.

L'Irlande ouvre une enquête sur Shein au titre du RGPD.

La Commission irlandaise de protection des données (*DPC*) enquête sur les transferts de données personnelles des utilisateurs européens vers la Chine, effectués par la filiale irlandaise de Shein, dans le cadre des obligations du RGPD. Cette enquête intervient neuf mois après la décision de la CNIL, en France, d'infliger une amende record de 150 M EUR à cette même filiale pour avoir déposé des traceurs et cookies publicitaires sans le consentement des utilisateurs.

Défense, sécurité et spatial

Le gouvernement irlandais ouvre une enquête sur les exportations vers la Russie de la raffinerie d'Aughinish Alumina.

En mars, une enquête de l'*Irish Times* et de l'*Organised Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP) a révélé une hausse de 31 % des exportations d'alumine de la raffinerie Aughinish Alumina, vers la Russie entre 2022 et 2024. Cette raffinerie, située dans le comté de Limerick à l'Ouest de l'Irlande, est détenue à 100 % par le groupe russe Rusal, en partie contrôlé depuis 2006 par l'oligarque russe Oleg Deripaska. Ces flux suscitent des soupçons quant à une utilisation potentielle de cette alumine par des fonderies russes contribuant à la production d'armes utilisées pour la guerre en Ukraine. Ainsi, le Premier ministre Micheál Martin a chargé le Ministère des Entreprises d'ouvrir une enquête pour éclaircir la situation. Les conclusions seront transmises à la Commission européenne, compétente pour proposer d'éventuelles sanctions au niveau européen.

L'Irlande souhaite rejoindre le programme SAFE 2.0

Helen McEntee, la ministre irlandaise des Affaires étrangères, a déclaré souhaiter la participation du pays à la prochaine phase du programme européen de défense SAFE, actuellement envisagée par la Commission européenne. Cette annonce intervient alors que l'Irlande investit davantage dans sa défense, le gouvernement ayant

présenté un plan d'investissements de 1,7 Mds EUR sur la période pour la période 2026-2030 (+55 % d'augmentation par rapport à la période 2021-2025).

Le gouvernement repousse à l'automne l'examen du projet de loi visant à supprimer le mécanisme du « triple lock ».

Inclus dans le programme du gouvernement, ce projet de loi prévoit la suppression du dispositif qui impose actuellement l'accord du gouvernement, du *Dáil* (chambre basse du Parlement irlandais) et du Conseil de sécurité des Nations unies avant tout déploiement des forces de défense irlandaises à l'étranger dans le cadre de missions internationales impliquant plus de douze militaires. Face aux critiques de l'opposition, le gouvernement affirme que cette réforme ne remet pas en cause la neutralité historique de l'Irlande.

L'Irlande signe les Accords Artemis, renforçant sa coopération internationale dans le secteur spatial.

Le 5 mai, l'Irlande a signé les Accords Artemis, portés par les Etats-unis, via la NASA et le Département d'Etat américain. Ceux-ci établissent un cadre multilatéral de principes et de bonnes pratiques pour une exploration spatiale pacifique, transparente et responsable, notamment sur la Lune et d'autres corps célestes. L'Irlande rejoint ainsi plus de 60 pays signataires (dont les 23 membres de l'Agence spatiale européenne (ESA)). Cette signature intervient dans un contexte de croissance du secteur spatial irlandais, avec une augmentation de 80 % du nombre d'entreprises irlandaises travaillant avec l'Agence spatiale européenne (ESA) depuis 2019. En juin dernier, l'entreprise irlandaise Pilot Photonics a obtenu un contrat d'un million d'euros avec l'ESA pour adapter des infrastructures satellites aux conditions spatiales.

Logement et infrastructures

L'Irlande réforme son *Building Energy Rating*, équivalent du Diagnostic de Performance Energétique.

En mai 2026, l'Irlande a réformé son système de Building Energy Rating (BER), en simplifiant l'échelle de 15 à 8 catégories (A0 à G), conformément à la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments. Une nouvelle classe A0 est créée pour les bâtiments à zéro émission. Le dispositif est étendu aux immeubles résidentiels comme non résidentiels (bureaux, commerces, hôtels, bâtiments publics), afin d'harmoniser les standards au niveau européen et de renforcer la lisibilité des performances énergétiques. Cette réforme s'inscrit dans une dynamique de forte accélération de la rénovation énergétique. Les demandes de subventions ont presque doublé en un an, avec 29 000 demandes traitées au T1 2026.

La BEI qualifie les lenteurs de planification de « taxe sur la croissance ».

La Banque européenne d'investissement (BEI) alerte sur les lenteurs du système de planification en Irlande, qu'elle considère comme un frein majeur à l'investissement et à la croissance. Son vice-président, Ioannis Tsakiris, souligne que le système actuel, parmi les plus lents d'Europe, est incompatible avec les ambitions économiques du pays. Selon la BEI, les retards administratifs, les recours juridiques et l'incertitude réglementaire pèsent davantage sur les projets que le manque de financement,

constituant de véritables obstacles aux investissements. L'institution pointe aussi les problèmes d'infrastructures, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, qui limitent la construction de logements. Malgré un objectif gouvernemental de plus de 50 000 logements par an, la capacité actuelle du réseau d'eau ne permettrait d'en soutenir qu'environ 35 000 sans investissements supplémentaires.

Energie

Un projet de loi propose de lever l'interdiction du nucléaire.

Un projet de loi visant à lever l'interdiction de l'énergie nucléaire a été déposé au Dáil par le député Fianna Fáil James O'Connor, président de la commission parlementaire sur les entreprises, le tourisme et l'emploi. Le texte prévoit d'abroger les dispositions légales qui interdisent le recours à la fission nucléaire depuis 1999. Cette initiative, soutenue par plusieurs membres du gouvernement, dont le Taoiseach, intervient alors que la demande d'électricité progresse et que l'Irlande affiche l'un des prix de l'électricité les plus élevés d'Europe. Le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, estime que les petits réacteurs modulaires (SMR), mieux adaptés au système électrique irlandais que les centrales conventionnelles, devraient figurer parmi les options stratégiques du pays.

L'Irlande est le pays de l'UE où l'électricité est la plus chère.

L'Irlande reste le pays de l'UE où les ménages paient l'électricité la plus chère, selon les dernières données d'Eurostat. Les ménages irlandais supportent ainsi un surcoût estimé à environ 480 EUR par an par rapport à la moyenne européenne. Le prix du kilowattheure dépasse de plus de 40 % la moyenne de l'UE, plaçant le pays devant l'Allemagne et la Belgique. Les hausses observées en Irlande en 2025 figurent parmi les plus fortes de l'UE, après la Roumanie et l'Autriche. Le gouvernement anticipe par ailleurs de nouvelles augmentations, causées par la guerre au Moyen-Orient, pouvant atteindre 9 %, soit environ 150 EUR supplémentaires par an pour un ménage moyen. La dépendance de l'Irlande aux combustibles fossiles et le coût du réseau électrique sont les principales raisons des prix élevés en Irlande. D'ici fin septembre, la taskforce sur l'accessibilité financière de l'énergie présentera un plan d'action destiné à réduire les coûts énergétiques des ménages et des entreprises.

Pour l'ONU, l'Irlande est un « exemple à ne pas suivre » en matière de centres de données.

La consommation d'électricité des centres de données a augmenté de près de 10 % l'an dernier et représente désormais 23 % de la demande nationale (contre une moyenne européenne de 3 %). Depuis 2015, leur consommation a été multipliée par 6, contribuant à une hausse de 34% de la demande totale d'électricité en Irlande, alors que la consommation par habitant pour les autres usages a diminué. Selon EirGrid, la demande pourrait encore progresser de 45% d'ici 2034. D'après une étude de l'University College Cork, les demandes de raccordements de nouveaux centres de données pourraient nécessiter 5,8 GW de capacité supplémentaire en 15 ans, soit l'équivalent de la demande maximale actuelle du pays. Une étude commandée par *Friends of the Earth Ireland* et *Beyond Fossil Fuels* estime que la croissance des centres de données aurait augmenté en moyenne les factures d'électricité des ménages irlandais d'environ 360 EUR entre 2015 et 2023, et pourrait encore les augmenter de 295 à 644 EUR entre 2025 et 2034. L'ONU cite ainsi l'Irlande comme « exemple à ne

pas suivre » en raison de sa demande énergétique dépassant ses capacités de planification.

Environnement et climat

L'Irlande risque de devoir déboursier 13 Mds EUR par an d'ici 2050 si elle n'atteint pas ses objectifs climatiques.

Le *Irish Fiscal Advisory Council* (IFAC) met en garde contre un coût potentiellement très élevé de l'inaction climatique pour l'Irlande, pouvant atteindre jusqu'à 13 Mds EUR par an d'ici 2050. Selon son rapport, ces coûts proviendraient principalement des amendes de l'UE liées au non-respect des objectifs climatiques, mais aussi de la baisse des recettes fiscales liée à l'essor des véhicules électriques, qui réduit les revenus tirés des carburants fossiles. L'IFAC met également en avant des impacts indirects : ralentissement de la croissance économique, baisse de productivité et dégâts liés aux événements climatiques extrêmes. Le rapport estime qu'investir dans la transition énergétique (rénovation des logements, transports publics, énergies renouvelables) réduirait fortement les coûts et apporterait des bénéfices économiques et sanitaires. Il propose aussi de compenser la baisse des recettes liées aux carburants par de nouveaux outils fiscaux, comme des péages urbains et une taxation basée sur les kilomètres parcourus.

L'UE poursuit l'Irlande en justice pour ne pas avoir mis fin à l'extraction illégale de tourbe.

La Commission européenne a saisi la Cour de justice de l'UE, estimant que le pays ne respecte pas les règles européennes relatives à l'évaluation des incidences environnementales des projets d'extraction de tourbe. Malgré des avancées depuis 2020, notamment l'arrêt des activités de *Bord na Móna* et un renforcement des contrôles sur les grands sites, la Commission considère que de nombreuses exploitations, en particulier celles de moins de 50 hectares, continuent d'opérer sans permis ni évaluation environnementale. Environ 370 000 tonnes de tourbe, d'une valeur estimée à 40 M EUR par an, seraient encore exportées illégalement par des opérateurs commerciaux.

Le recyclage stagne malgré la hausse des déchets, alerte l'EPA.

L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) alerte sur un taux de recyclage stagnant en Irlande, bloqué entre 41 % et 42 % depuis quatre ans, loin de l'objectif européen fixé à 55 % l'an dernier. L'agence souligne un décrochage persistant par rapport à la moyenne de l'UE, alors même que les volumes de déchets continuent d'augmenter (les déchets municipaux devraient atteindre 3,2 M de tonnes en 2026), portés par la croissance démographique, l'activité économique et le e-commerce. Le recyclage des déchets d'emballages progresse légèrement (de 60 % à 62 %), mais restent sous l'objectif de 65 %. L'agence estime que les cibles futures – 60 % pour les déchets municipaux et 70 % pour les emballages dans les prochaines années – ne seront pas atteintes sans mesures plus ambitieuses. Parmi les freins identifiés figurent le gaspillage alimentaire, le manque de tri, ainsi que la disponibilité insuffisante de bacs de tri dans les immeubles.

L'Irlande pourrait avoir à investir jusqu'à 700 M EUR par an pour restaurer une nature fortement dégradée.

Le Comité consultatif indépendant sur la restauration de la nature estime que l'Irlande devrait investir entre 450 et 700 M EUR par an pour atteindre les objectifs européens de restauration écologique. Il souligne que 90 % des habitats naturels du pays sont en mauvais état et que l'Irlande consacre la plus faible part de l'UE à la nature (0,9 % du PIB contre 2,2 % en moyenne). Il recommande un fonds pluriannuel dédié, la mobilisation des terres publiques, et un soutien aux agriculteurs, pêcheurs et forestiers pour favoriser des pratiques moins intensives. Le rapport souligne également l'absence de cartographie complète des habitats et zones à protéger, tandis qu'une analyse coûts-bénéfices est en cours pour le *National Parks and Wildlife Service*.

Transports

Ouverture de la ligne de ferry Cork – Boulogne sur mer.

La compagnie Hibernia Line a lancé une nouvelle liaison maritime entre Ringaskiddy (comté de Cork, Irlande), et Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais, France) avec six traversées hebdomadaires dans chaque sens. Assuré par deux navires pouvant accueillir plus de 600 passagers chacun, ce service, opérationnel toute l'année, vise à transporter plus de 250 000 passagers par an. La traversée, d'environ 21 heures, relie directement l'Irlande au nord de la France et offre des connexions rapides vers Paris, Bruxelles et les principales destinations touristiques européennes. La liaison devrait également faciliter le transport de fret entre l'Irlande et le continent européen et générer jusqu'à 250 emplois.

La Banque européenne d'investissement signe un partenariat avec l'Irlande pour accélérer le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques.

L'Irlande et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé un partenariat visant à accélérer le déploiement d'un réseau national de bornes de recharge publiques. La BEI fournira une assistance technique à l'organisme chargé de la mobilité zéro émission (*Zero Emission Vehicles Ireland* (ZEVI)) et aux collectivités locales dans la planification, le financement et le déploiement des infrastructures, y compris en zones rurales. Forte de son expérience dans plus de 14 pays européens, la BEI mettra son expertise au service de l'objectif gouvernemental de 30 % de véhicules électriques d'ici 2030, en soutien à la neutralité climatique et à la décarbonation des transports en Europe.

L'Irlande visée par une procédure européenne sur les carburants durables.

La Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre l'Irlande et douze autres États membres pour ne pas avoir mis en place de régime de sanctions en cas de non-respect du règlement ReFuelEU Aviation. Ce texte impose une incorporation minimale de carburants d'aviation durables (SAF) dans le kérosène afin de réduire les émissions du secteur aérien : 2% en 2026, 6% en 2030, 20% en 2035 et 70% en 2050. Malgré plusieurs rappels de la Commission, l'Irlande, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la Croatie, Chypre, la Lettonie, le Luxembourg, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie n'avaient pas communiqué ces informations à la Commission avant la fin de l'année 2024, comme l'exigeait la réglementation. En Irlande, la *National Oil Reserves Agency* (NORA) et l'*Irish Aviation Authority* sont chargées de l'application du règlement.

Actualités du Service Economique

Mission de la Task-Force « Ville Durable » du MEDEF International



Rencontre avec Uisce Éireann, le service public des eaux en Irlande

Les **16 et 17 avril**, le SE de Dublin a accueilli la première délégation de la Task Force « Ville Durable » du MEDEF International pour une mission consacrée aux infrastructures, autour des opportunités offertes par le plan historique d'investissement public irlandais de 275,4 Mds EUR d'ici 2035 (National Development Plan). Neuf entreprises françaises des secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'ingénierie, du bâtiment et de la mobilité ont pu échanger avec trois ministères et les principales agences semipubliques opératrices d'infrastructures afin d'identifier les besoins de l'Irlande et les perspectives de coopération pour les entreprises françaises.

Mission des groupements des industries françaises de défense et de sécurité



Rencontre avec le Ministère irlandais de la Défense

© Department of Defence

Les **20 et 30 avril**, le SE de Dublin a accueilli une délégation d'entreprises françaises dans le cadre d'une mission des groupements des industries françaises de défense et de sécurité (GICAN, GICAT, GIFAS). Les grands groupes français ont pu échanger avec l'Association irlandaise de la défense et de la sécurité (IDSA), l'Association spatiale irlandaise, l'IBEC, Enterprise Ireland ainsi qu'avec des membres des ministères irlandais de la Défense et des Entreprises. Un forum d'affaires, composé de panels et de rencontres B2B, a également été organisé avec des entreprises et start-ups irlandaises, afin d'encourager les opportunités de collaboration.

1ère édition des « French Days in Cork »



S.E Céline Place

Les **13 et 14 mai**, l'équipe France – et notamment le SE de Dublin, Business France, la Chambre de commerce franco-irlandaise et la French Tech Dublin – s'est rendue à Cork pour mettre en avant la coopération franco-irlandaise dans les domaines de la recherche, de l'innovation et des infrastructures. Ce fut l'occasion de visiter les opérations de Pernod Ricard à Cork ou encore d'organiser, en partenariat avec la Chambre de commerce de Cork, un forum économique sur l'innovation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Dublin

maxime.auge@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Service économique de Dublin

Abonnez-vous : gregoire.bourdais@dgtrésor.gouv.fr ; alais.diebold@dgtrésor.gouv.fr